



SADEC AKELYS
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

995 avenue de l'Europe
LE CREUSOT

31 rue Denon
CHALON-SUR-SAÔNE

14 boulevard F. Latouche
AUTUN

5 rue Ferrei
MONTCEAU-LES-MINES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES COMBINES**

BATIMENT CFA BOURGOGNE FRANCHE COMTE

38 Avenue Charles de Gaulle – 71 400 - AUTUN

Exercice clos le 31 décembre 2025

Nos cabinets : Autun • Bourgoin-Jallieu • Carbon-Blanc • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Chalon-sur-Saône • Chassieu • Dijon • Le Creusot • Lécognan • Lille • Lyon • Mérignac • Montaliieu-Vercieu • Montceau-les-Mines • Morestel • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Tignieu-Jamezieu • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarrail - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 100 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694



SADEC AKELYS
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

995 avenue de l'Europe
LE CREUSOT

31 rue Denon
CHALON-SUR-SAÔNE

14 boulevard F. Latouche
AUTUN

5 rue Ferrer
MONTCEAU-LES-MINES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES COMBINES

BATIMENT CFA BOURGOGNE FRANCHE COMTE

38 Avenue Charles de Gaulle – 71400 - AUTUN

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'ensemble des membres de l'assemblée générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des **comptes combinés** de l'association **Bâtiment CFA Bourgogne Franche Comté** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du **12 mai 2026** sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

Nos cabinets : Autun • Bourgoin-Jallieu • Carbon-Blanc • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Chalon-sur-Saône • Chassieu • Dijon • Le Creusot • Lécognan • Lille • Lyon • Mérignac • Montaliu-Vercieu • Montceau-les-Mines • Morestel • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Saint-Genis-Laval • Sens • Strasbourg • Tignieu-Jamezieu • Troyes • Vienne • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social : 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. : 33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif : 6 rue du Général Sarraïl - 10000 Troyes - Tél. : 33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 100 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé, dans la note « changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification Spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes combinés des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes combinés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes combinés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Creusot, le 28 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
SELAS SADEC
Inscrite sur la liste Nationale des Commissaires aux Comptes,



Philippe VOELKLIN
Associé

BILAN au 31 Décembre 2025 - BFC

ACTIF (en €)		Exercice N		Exercice N-1		PASSIF (en €)		Exercice N	Exercice N-1			
		Montant Brut	Amortissements Dépréciations	Montant net								
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles					FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres Fonds associatifs sans droit de reprise 106 Réserves 110 et 119 Report à nouveau	46 763,85 5 668 456,04 10 682 787,54 16 398 007,43	46 763,85 5 524 711,09 10 142 828,73 15 714 303,67			
	201 Frais d'établissement											
	203 Frais de recherche et de développement											
	205 Concessions et droits similaires brevets, licences, marques procédés, droits et valeurs similaires	535 577,18	(534 690,77)	886,41	3 890,89							
	Immobilisations incorporelles en cours											
	237 Avances et acomptes brut											
	TOTAL a)	535 577,18	(534 690,77)	886,41	3 890,89							
	Immobilisations corporelles						Autres fonds associatifs 103 Fonds associatifs avec droit de reprise 115 Résultat sous contrôle des tiers financiers 120 Résultat de l'exercice N-1 à affecter 13 Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	(2 548 533,83) 16 546 214,60	683 703,76 17 258 702,88			
	211 Terrains	141 968,46		141 968,46	141 968,46							
	212 Agencement et aménagement de terrains	694 431,02	(570 342,43)	124 088,59	133 090,23							
	213 Constructions	24 350 268,19	(16 074 707,61)	8 275 560,58	8 008 461,79							
	214 Constructions sur sol d'autrui	18 717 612,65	(13 432 271,49)	5 285 341,16	5 800 528,73							
	215 Installations techniques, matériel et outillage	16 112 857,21	(12 897 686,53)	3 215 170,68	3 156 819,53							
	218 Autres immobilisations corporelles	6 825 374,10	(5 547 770,02)	1 277 604,08	1 097 773,40							
	231 Immobilisations en cours	132 013,92		132 013,92	121 088,88							
	238 Avances et acomptes brut											
	TOTAL b)	66 974 525,55	(48 522 778,08)	18 451 747,47	18 459 731,02							
	Immobilisations financières					PROVISIONS R	151 Provisions pour risques 153 Provisions pour pensions et obligations similaires 157 Provisions pour charges à répartir	55 642,77 1 454 177,00	39 889,12 1 530 443,00			
	26 Participations financières et créances rattachées											
	TOTAL c)											
Autres immobilisations financières					FONDS DEDIES	19 Fonds dédiés		11 449,42 11 449,42				
Participations												
Créances rattachées à des participations												
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille												
Autres titres immobilisés												
274 Prêts	200 720,00		200 720,00	110 595,00								
275 Dépôts et cautionnements versés	110 595,00		110 595,00	14 043,01								
276 Autres créances immobilisées	14 543,01		14 543,01									
TOTAL d)	325 858,01		325 858,01	124 638,01								
ACTIF CIRCULANT & COMPTES DE REGULARISATION	Stocks						DETTES & COMPTES DE REGULARISATION	164 Emprunts auprès des établissements de crédit 165 Dépôts et cautionnements reçus 167 Emprunts et dettes assorties de conditions particulières 168 Autres emprunts et dettes assimilés 18 Comptes de liaison créditeurs 51 Banque, établissements financiers et assimilés 40 Fournisseurs et comptes rattachés 41 Apprentis, commensaux et autres clients 42 Personnel et comptes rattachés 43 Sécurité sociale et autres organismes sociaux 44 Etats et autres collectivités publiques 404 Fournisseurs immobilisation et comptes rattachés 46 Créditeurs divers 47 Comptes transitoires ou d'attente 487 Produits constatés d'avance 49 Dépréciation des autres comptes de tiers	7 000,00	6 900,00 12 820 281,05 1 663,84 1 120 171,48 1 267 049,90 442 554,65 872 711,93 1 189 111,23 1 055 527,09 369 336,73 215 603,72 1 998 432,13		
	31 Matières premières											
	32 Autres approvisionnements											
	39 Dépréciation des stocks											
	Créances					TOTAL e)					212 915,98	251 748,20
	409 Fournisseurs débiteurs											
	41 Apprentis, commensaux et autres clients											
	42 Personnel et comptes rattachés											
	43 Sécurité sociale et autres organismes sociaux											
	44 Etats et autres collectivités publiques											
	404 Fournisseurs immobilisation débiteurs											
	46 Débiteurs divers											
	47 Comptes transitoires ou d'attente											
	49 Dépréciation apprentis, commensaux et autres clients											
	49 Dépréciation des autres comptes de tiers											
	Disponibilités					TOTAL f)					13 012 650,46	13 799 835,53
	50 Valeurs mobilières de placement											
	59 Dépréciation des VMP											
	18 Comptes de liaison débiteurs											
	51 Banques, établissements financiers et assimilés											
	53 Caisse											
	486 Charges constatées d'avance											
	TOTAL I+II	50 123 247,20		50 123 247,20	55 848 656,58							
	TOTAL I+II+III+IV						TOTAL I+II+III+IV					
							50 123 247,20	55 848 656,58				

Commissaire aux Comptes
SADEC
Seydmo

Période du 01/01/2025 31/12/2025
Tenue de compte en euro

COMPTE DE RESULTAT -				
	Net	Net N-1	Variation	
	2025	2024	En valeur	En %
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)				
PRODUCTION VENDUE BIENS ET SERVICES	16 329 262,96	18 803 387,57	(2 474 124,61)	-15%
MONTANT NET DU CHIFFRES D'AFFAIRES	16 329 262,96	18 803 387,57	(2 474 124,61)	-15%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	1 764 311,38	1 281 386,86	482 924,52	27%
REPRISES DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	1 104 878,24	1 536 156,83	(431 278,59)	-39%
TRANSFERT DE CHARGES	-	3 833 969,22	(3 833 969,22)	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	121 923,73	889 462,30	(767 538,57)	-630%
REPORT EXERCICE	11 449,42	144 595,12	(133 145,70)	-1163%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	19 331 825,73	26 488 957,90	(7 157 132,17)	-37%
CHARGES D'EXPLOITATION (II)				
ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET APPROVISIONNEMENT	1 027 047,62	1 063 750,08	(36 702,46)	-4%
VARIATION DE STOCKS	38 832,22	10 109,04	28 723,18	74%
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	8 551 734,04	7 922 874,01	628 860,03	7%
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	770 768,61	701 961,65	68 806,96	9%
SALAIRES ET TRAITEMENTS	9 184 363,02	8 425 960,62	758 402,40	8%
CHARGES SOCIALES	1 552 692,35	3 243 181,34	(1 690 488,99)	-109%
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET IMMOBILISATIONS	2 062 954,07	2 241 389,57	(178 435,50)	-9%
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR ACTIF CIRCULANT	263 026,72	831 304,01	(568 277,29)	-216%
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	213 143,02	39 889,12	173 253,90	81%
ENGAGEMENT A REALISER SUR RESSOURCES	-	-	-	
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	109 357,69	3 296 592,09	(3 187 234,40)	-2915%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	23 773 919,36	27 777 011,53	(4 003 092,17)	-17%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(4 442 093,63)	(1 288 053,63)		
PRODUITS FINANCIERS (III)				
PRODUITS FINANCIERS SUR PARTICIPATION	-	-	-	
PRODUITS FINANCIERS SUR AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES	-	-	-	
PRODUITS FINANCIERS SUR AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	45 339,21	26 031,79	19 307,42	43%
PRODUITS FINANCIERS SUR VMP	-	-	-	
REPRISE SUR PROVISION ET DEPRESSION TRANSFERT DE CHARGES	-	-	-	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	45 339,21	26 031,79	19 307,42	43%
CHARGES FINANCIERES (IV)				
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-	-	-	
DOTATION PROVISIONS CHARGES FINANCIERES	-	-	-	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)	-	-	-	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	45 339,21	26 031,79	19 307,42	43%
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	(4 396 754,42)	(1 262 021,84)	(3 134 732,58)	71%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
SUR OPERATIONS DE CAPITAL	1 851 563,30	1 945 789,89	(94 226,59)	-5%
SUR OPERATIONS DE GESTION	-	-	-	
REPRISES DE TRANSFERT DE CHARGES	-	-	-	
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	1 851 563,30	1 945 789,89	(94 226,59)	-5%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
SUR OPERATIONS DE GESTION	-	64,29	(64,29)	
SUR OPERATIONS DE CAPITAL	-	-	-	
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR PROVISIONS EXCEPTIONNELS	-	-	-	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	64,29	(64,29)	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 851 563,30	1 945 725,60	(94 162,30)	-5%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES (VII)	3 342,71	-	-	
REPORT NON UTILISE ET ANTERIEURS (VIII)	-	-	-	
ENGAGEMENTS REALISES ET RESERVES NON AFFECTES (IX)	-	-	-	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VIII)	21 228 728,24	28 460 779,58	(7 232 051,34)	-34%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+IX)	23 777 262,07	27 777 075,82	(3 999 813,75)	-17%
EXCEDENT OU DEFICIT	(2 548 533,83)	683 703,76	(3 232 237,59)	127%

ANNEXE

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales	Page 1
Dérogations	Page 1
Permanences ou changement de méthodes	Page 1

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations	Page 2
Etat des amortissements	Page 3
Etat des provisions	Page 4
Etat des échéances des créances et des dettes	Page 4
Variation des fonds propres	Page 5
Autres immobilisations incorporelles	Page 5
Evaluation des immobilisations corporelles	Page 5
Evaluation des amortissements	Page 6
Evaluation des matières et marchandises	Page 6
Evaluation des créances et des dettes	Page 6
Dépréciation des créances et des dettes	Page 6
Charges à payer	Page 6
Produits à recevoir	Page 7
Charges et produits constatés d'avance	Page 7
Subventions d'équipement	Page 7
Divers	Page 7

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation de l'effectif moyen	Page 8
---------------------------------	--------

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES FORMATIONS

Informations en matière de crédit bail	Page 9
Engagements hors bilan	Page 9

ANNEXE

PREAMBULE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 51 562 032,09 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les recettes courantes hors transferts et produits divers sont de 18 093 574,34 € (dont 1 764 311,38 € de subventions d'exploitation) et dégageant un déficit de -2 548 533,83 €

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- > continuité de l'exploitation
- > permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- > indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- En cours de production de biens : ils sont valorisés au coût de revient de production.
- Stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Déroptions

L'association utilise le plan de compte élaboré par le Comité de Concertation et de Coordination de l'apprentissage du BTP (CCCA-BTP).

Par dérogation aux principes comptables d'affectation des charges et des produits par nature, les charges afférentes aux Foyers socio éducatif sont globalisées dans le compte 658510 "charges du foyer socio-éducatif" hors dotations aux amortissements et les produits afférents au Foyer socio-éducatif sont globalisés au compte 758510 "produits foyer socio-éducatif" hors reprise des subventions virées au résultat.

PERMANENCE DES METHODES

La Loi du 5 septembre 2018 "AVENIR PRO" a modifié en profondeur le financement des contrats d'apprentissage dans les CFA.

La prise en charge de ces financements n'est plus assurée par le Conseil Régional mais par les OPCO sur présentation de factures.

Le niveau de prise en charge (NPEC) applicable aux contrats d'apprentissage est déterminé par diplôme et par branche professionnelle en fonction de l'IDCC de l'entreprise signataire du contrat. Les NPEC ont été proposés par les branches et validés/ajustés par France compétences.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		
			Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	543 077,18			-7 500,00
Terrains	836 399,48			0,00
Constructions sur sol propre				0,00
Installations générales agencements des constructions	5 771 801,98			-119,69
Constructions sur sol d'autrui	37 337 288,11			974 675,24
Installations techniques matériel et outillage industriel	14 616 505,73			480 586,68
Installation général et aménagement	3 146 797,81			121 452,55
Matériel de transport	300 079,84			55 537,87
Matériel de bureau et informatique Mobilier	3 070 542,19			130 963,84
Emballages récupérables et divers				0,00
Immobilisations corporelles en cours	121 088,88			10 925,04
Immobilisations financières	124 638,01			500,00
TOTAL	65 325 142,03	0,00	0,00	1 774 521,53
TOTAL GENERAL	65 868 219,21	0,00	0,00	1 767 021,53

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation valeur d'origine fin d'exercice
	poste à poste	cessions		
Autres immobilisations incorporelles		0,00	535 577,18	
Terrains		0,00	836 399,48	
Constructions sur sol propre		0,00		
Installations générales agencements des constructions		0,00	5 771 682,29	
Constructions sur sol d'autrui		0,00	38 311 963,35	
Installations techniques matériel et outillage industriel		0,00	15 097 092,41	
Installation général et aménagement		0,00	3 268 250,36	
Matériel de transport		0,00	355 617,71	
Matériel de bureau et informatique Mobilier		0,00	3 201 506,03	
Emballages récupérables et divers		0,00		
Immobilisations corporelles en cours		0,00	132 013,92	
Immobilisations financières		0,00	125 138,01	
TOTAL	0,00	0,00	67 099 663,56	0,00
TOTAL GENERAL	0,00	0,00	67 635 240,74	0,00



BÂTIMENT CFA
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
 organisme de formation régional-BTP de Bourgogne-Franche-Comté

Commissaire aux Comptes
 SADEC

ANNEXE

Etat des amortissements

situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice		dotations de l'exercice	diminutions reprises	montant fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	539 186,29		-4 495,52	0,00	534 690,77
Terrains	561 340,79		9 001,64	0,00	570 342,43
Constructions sur sol propre			0,00	0,00	
Constructions sur sol d'autrui	25 474 611,84		957 492,65	0,00	26 432 104,49
Installations générales agencements des constructions	2 829 160,53		245 714,08	0,00	3 074 874,61
Installations techniques matériel et outillage industriel	12 456 013,40		441 673,13	0,00	12 897 686,53
Installation géné et aménagement	2 407 101,05		105 896,92	0,00	2 512 997,97
Matériel de transport	297 543,70		-50 104,08	0,00	247 439,62
Matériel de bureau et informatique Mobilier	2 715 001,69		72 330,74	0,00	2 787 332,43
Emballages récupérables et divers			0,00	0,00	
Immobilisations corporelles en cours			0,00	0,00	
TOTAL	46 740 773,00	0,00	1 782 005,08	0,00	48 522 778,08
TOTAL GENERAL	47 279 959,29	0,00	1 777 509,56	0,00	49 057 468,85

Ventilation des dotations de l'exercice	amort linéaires	amort dégressifs	amort exceptionnels	amortissements dérogatoires	
				dotations	reprises
Autres immobilisations incorporelles	-4 495,52				
Terrains	9 001,64				
Constructions sur sol propre	0,00				
Constructions sur sol d'autrui	957 492,65				
Installations générales agencements des constructions	245 714,08				
Installations techniques matériel et outillage industriel	441 673,13				
Installation géné et aménagement	105 896,92				
Matériel de transport	-50 104,08				
Matériel de bureau et informatique Mobilier	72 330,74				
Emballages récupérables et divers	0,00				
Immobilisations corporelles en cours	0,00				
TOTAL	1 782 005,08	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	1 777 509,56	0	0	0	0



BÂTIMENT CFA
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
 Organisme de formation régional-BTP de Bourgogne-Franche-Comté

Commissaire aux Comptes
 SADEC

ANNEXE

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	montant début d'exercice	augmentations dotations	diminutions reprises	montant fin d'exercice
Provisions indemnités départ retraite	1 530 443,00	179 632,58	255 898,58	1 454 177,00
Provisions pour risques et charges	39 889,12	33 510,44	17 756,79	55 642,77
TOTAL	1 570 332,12	213 143,02	273 655,37	1 509 819,77

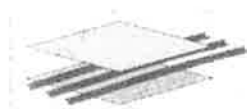
Provisions pour dépréciation	montant début d'exercice	augmentations dotations	diminutions reprises	montant fin d'exercice
sur compte clients	2 006 981,04	263 026,72	831 222,87	1 438 784,89
autres provisions pour dépréciation				0,00
TOTAL	2 006 981,04	263 026,72	831 222,87	1 438 784,89

Dont dotations et reprises d'exploitation		476 169,74	1 104 878,24	
Dont dotations et reprises financière				
Dont dotations et reprises exceptionnelles			0,00	

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an	Provisions
Clients	9 381 178,46	7 942 393,57		1 438 784,89
FRS RRR	52 187,82			
IJ SS	12 951,61	12 951,61		
Autres créances	11 181 129,91	11 181 129,91		
Région subv équipement	157 349,45	157 349,45		
Région subv travaux	423 865,00	423 865,00		
Région subv de fonct, CPA, divers	167 636,91	167 636,91		
CCCA subv de fonctionnement	1 611 292,20	1 611 292,20		
CCCA subv de renouvellement équipt	278 900,80	278 900,80		
CCCA subv travaux	40 800,00	40 800,00		
CCCA subv grosses réparation		0,00		
Caisses Apprentis	11 750,00	11 750,00		
Charges Constatées d'avance	240 804,04	240 804,04		
TOTAL	23 559 846,20	22 068 873,49	0,00	1 438 784,89

Etat des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Dettes financières	10 807 411,85	10 807 411,85		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 263 325,28	1 263 325,28		
Personnel et comptes rattachés	872 303,32	872 303,32		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 189 111,23	1 189 111,23		
Autres impôts et taxes assimilés	882 058,41	882 058,41		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	369 336,73	369 336,73		
Autres dettes	655 801,97	655 801,97		
Produits constatés d'avance	1 998 432,13	1 998 432,13		
TOTAL	18 037 780,92	18 037 780,92	0,00	0



ANNEXE

Variation des fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à des projets pour lesquels une partie des dépenses n'a pas été réalisée au cours du dernier exercice.

comptes	Libellé	01/01/2025	engagements de l'exercice 689	report des ressources sur l'exercice 789	31/12/2025
194100	CCCA-BTP Normes qualité		0,00	0,00	
194200	CCCA-BTP Qualité				
194300	CCCA-BTP Autres subv	59 534,85	0,00		0,00
194400	Conseil Rég Qualité				
194500	Conseil Rég Autres Sub				
194600	Conseil Rég Europe				
194800	Conseil Rég Autres financ				
	TOTAL	59 534,85	0,00	0,00	0,00

Variation des fonds propres

Les fonds propres du CFA ont varié du montant du résultat de l'exercice -2 54 2025

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

Compte	Libellé	valeurs	taux d'amortissement
201100	Frais de constitution		100,00%
205100	logiciels	535 577,18	33,33%
	Total	535 577,18	

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Immobilisations

Les méthodes d'évaluation sont identiques à celles appliquées dans l'exercice précédent.



BÂTIMENT CFA
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
 organisme de formation régional-RFP de Bourgogne-Franche-Comté

Commissaire aux Comptes
 SADEC

ANNEXE

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	mode	durée
Agencements des terrains	linéaire	10 ans
Bâtiments	linéaire	de 20 à 40 ans
Installations techniques	linéaire	3 et 5 ans
Matériels pédagogiques	linéaire	3 et 5 ans
Mobiliers pédagogiques	linéaire	5 ans
Matériels de bureau	linéaire	10, 3 et 5 ans
Bureautique	linéaire	3 ans
Mobiliers	linéaire	10, 3 et 5 ans

Evaluation des stocks matière et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrements auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bil	montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	274 319,29
Dettes fiscales et sociales -16327,8	966 542,80
Autres dettes	5 629,91
TOTAL	1 246 492,00

ANNEXE

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	montant
Créances usagers et comptes rattachés	6 544 502,71
Produits sociaux à recevoir	12 951,61
Autres créances	1 070 348,27
TOTAL	7 627 802,59

Charges et Produits constatés d'avance

charges constatées d'avance	montant
Charges d'exploitation	240 804,04
TOTAL	240 804,04

produits constatés d'avance	montant
Produits d'exploitation	1 998 432,13
TOTAL	1 998 432,13

Subventions d'équipement

En valeur d'origine, elles s'élèvent à 64 854 731,21 € et sont rapportées aux comptes de résultat en valeur cumulée pour un montant de 48 308 516,61 €
La quote part inscrite au cours de l'exercice s'élève à 000 000,00 €.

Divers

. Provision Départ Retraite

Pour la présentation des comptes au niveau Régional, il a été décidé de valoriser la provision d'indemnité de départ à la retraite à 100%.

#####



ANNEXE

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entrepris e
Cadres	20	
Agents de maîtrise et techniciens	217	
TOTAL	237	0



BÂTIMENT CFA
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
organisme de formation régional-BTP de Bourgogne-Franche-Comté

ANNEXE

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Crédit bail

Nature	Terrain	Constructions	Install mat outill	Autres	TOTAL
Valeur d'origine				24 969,84	24 969,84
- Amortissement					0,00
- dotations de l'exercice					0,00
TOTAL	0	0	0,00	24 969,84	24 969,84
Redevances payées					
- cumuls exercice antérieurs				333,62	333,62
- exercice				4 596,48	4 596,48
TOTAL	0	0	0,00	4 930,10	4 930,10
Redevances restant à payer					
- à 1 an au plus				4 596,48	4 596,48
- entre 1 et 5 ans				13 406,40	13 406,40
					0,00
TOTAL	0	0	0,00	18 002,88	18 002,88
Valeur de rachat					
- entre 1 et 5 ans				13 034,65	13 034,65
TOTAL	0	0	0	13 034,65	13 034,65

Autre